

Initiatives ministérielles

bles décisions qu'il prend, mais quand on leur présente la note, ils se mettent à gémir.

Toutes leurs exigences obligent en fin de compte le gouvernement à demander un pouvoir d'emprunt de 25,5 milliards de dollars, mais les députés de l'opposition ne s'en soucient guère. Ils s'y opposent également. Ils veulent dépenser de l'argent. Ils veulent en dépenser davantage que le gouvernement ne perçoit de recettes. Ils s'opposent à ce qu'il augmente ses revenus. Ils refusent qu'il emprunte pour combler la différence. Ils ont beau se lancer dans de longues diatribes, tous leurs propos destructifs ne sauraient convaincre les Canadiens qu'ils méritent d'exercer le pouvoir.

J'aimerais examiner pendant un instant la dette nationale qui constitue en quelque sorte la raison d'être de ce projet de loi dont le gouvernement saisit aujourd'hui la Chambre des communes. À l'époque où le parti du très honorable premier ministre a accédé au pouvoir en septembre 1984, la dette nationale atteignait 160 milliards de dollars.

M. Gauthier: Quelle est-elle aujourd'hui?

M. Crosby: Je tiens à l'expliquer. Le député d'Ottawa—Vanier demande quelle est aujourd'hui la dette nationale. Je n'aurai aucun mal à l'expliquer. La dette atteignait 160 milliards de dollars en septembre 1984. Ce qui est également important, c'est que le gouvernement libéral de l'époque envisageait pour l'année financière un déficit supplémentaire de 38,5 milliards, pour un grand total de 200 milliards de dollars. Voilà ce que nous a légué le gouvernement libéral des deux dernières décennies. Voilà ce qu'il a légué au nouveau gouvernement progressiste conservateur—une dette de 200 milliards de dollars.

Je voudrais dire un mot à mon ami, John McLeod, journaliste du *Daily News* de Halifax qui a prétendu que nous étions dans l'erreur quand nous soutenions que la dette nationale était de 200 milliards de dollars; il ne s'est pas donné la peine d'ajouter à la dette accumulée le déficit prévu pour l'exercice 1983-1984, ce qui aurait donné 200 milliards de dollars. C'est très simple.

Les députés d'en face répètent sans cesse la même chose. Ils déclarent: «Oh! oui, vous aviez une dette de 200 milliards de dollars, mais pourquoi ne l'avez-vous pas réduite?» Nous ne l'avons pas réduite parce que nous ne voulions pas porter atteinte aux programmes sociaux du Canada. Nous nous sentions obligés vis-à-vis des Canadiens de maintenir les programmes sociaux et d'engager les dépenses nécessaires pour soutenir l'économie. Nous

ne pouvions pas arrêter brusquement. Nous avons été très raisonnables à ce sujet.

Depuis les cinq ou six dernières années, nous avons énormément contribué à la réduction des dépenses gouvernementales. Nous préparons le terrain pour diminuer la dette nationale. En 1995, nous commencerons effectivement à rembourser cette dette, ce qu'un gouvernement libéral n'aurait même pas songé à faire.

Permettez-moi de vous citer quelques faits et chiffres à ce sujet, monsieur le Président. Lorsque le gouvernement du très honorable premier ministre est arrivé au pouvoir, on prévoyait que les dépenses du gouvernement du Canada au chapitre des programmes accuseraient un déficit de 16 milliards de dollars, c'est-à-dire que les recettes du Canada étaient inférieures des 16 milliards de dollars aux dépenses prévues pour cet exercice.

Quatre ans plus tard, le gouvernement a enregistré un excédent de 9 milliards de dollars en dépenses pour les programmes, soit que le gouvernement percevra 9 milliards de dollars de plus que ce qu'il dépensera pour les programmes. Cela représente un redressement de 25 milliards de dollars sur cette période de cinq ans.

J'inviterais les députés à réfléchir un instant à ce qui serait arrivé si ce redressement ne s'était pas produit grâce aux réductions que notre gouvernement a effectuées dans les dépenses des programmes. Si nous n'avions pas pris cette initiative et si nous avions à ajouter au déficit actuel prévu de 30 milliards pour la présente année financière, c'est 25 milliards de plus qu'il faudrait y ajouter. Nous aurions eu un déficit de 55 milliards si notre gouvernement n'avait pas décidé de réduire les dépenses comme il le fait depuis cinq ans.

Que deviendrait notre pays avec un déficit de 55 milliards? Nous connaîtrions la situation que déplorent le Brésil, l'Argentine et de nombreux autres pays autour du globe où les gens touchent leur paie le matin et doivent la dépenser l'après-midi même sinon elle risque de ne plus valoir grand-chose dans la soirée. Nous aurions un taux d'inflation supérieur à 100 p. 100, pas seulement supérieur à 10 p. 100 comme nous l'avons vu sous le gouvernement libéral.

Les initiatives qu'a prises notre gouvernement sont payantes et nous assurent une économie prospère. Nous avons connu sept années de croissance soutenue du produit national brut. Nous avons connu sept années de diminution du chômage. Comme Canadien de la région de l'Atlantique, je crois que c'est là le résultat le plus éloquent.